



Un accord est finalement signé

Suite à la dernière réunion de négociation salariale du 18 novembre, malgré une série de contre-propositions de l'intersyndicale ASF, la Direction a refusé d'aller au-delà des propositions « plancher » détaillées ci-dessous :

Catégories professionnelles	Répartition des Augmentations		Enveloppe globale
	Générales (AG)	Individuelles (AI)	
O,E,MQ (Ouvriers, Exécution, Maîtrise Qualification)	5%	1% (250€ minimum/an)	6%
Maîtrise Encadrement	4%	2%	6%
Cadres I,J,K,L	-	AI variable	6%
Revalorisation rétroactive au 1/10/22 des primes éloignements de 15% (ou revalorisation de la prise en charge de l'abonnement transports en commun à hauteur 75% (vs 50%))			

La situation économique de l'entreprise permettait de faire beaucoup mieux que ces ultimes propositions mais sans accord, la Direction aurait appliqué ses **mesures unilatérales avec une enveloppe globale de 4%** (dont 2% en AG et 2% en AI). Les 5 syndicats représentatifs sur ASF vont donc ratifier cet accord NAO qui s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2023.

NOS REVENDICATIONS REJETEES :

- ✓ **Le refus de distribuer une PPV** (Prime de Partage de la Valeur, équivalent de la PEPA ou prime dite « MACRON »), la direction considérant que les montants de primes Intéressement et de Participation sont chaque année conséquents, et pointant le taux d'épargne de ces primes.
- ✓ **Le refus d'intégrer les classes M&N dans cette négociation** malgré l'insistance de la CFDT, la direction considérant qu'elle sait chaque année valoriser leur investissement.
- ✓ **Le refus d'intégrer un talon** pour les cadres I,J,K,L comme cela se fait habituellement sur ASF.
- ✓ **Le refus d'une clause de revoyure** en cas d'inflation non-maîtrisée en 2023 : sans attendre la prochaine négociation NAO, le versement d'une PPV prendrait alors tout son sens...Nous resterons vigilants sur ce point.
- ✓ **Le refus d'une rétroactivité des mesures au 1^{er} octobre 2022** (sauf pour les primes éloignement).

Si cet accord n'est pas parfait, le compromis trouvé permettra néanmoins de limiter l'impact inflationniste...avec une enveloppe qui aurait été nettement moins favorable sans accord.



Nous contacter

